

Transition humanitaire : relations et (inter)-dépendances, un changement de paradigme ?

Ces dix dernières années, les crises humanitaires ont connu une évolution significative due notamment à l'évolution du contexte géopolitique mondial, la pression démographique, la croissance non contrôlée des zones périurbaines, des crises et conflits armés prolongés, des pandémies et crises sanitaires inédites, un sous-développement chronique, ou encore des catastrophes naturelles plus fréquentes et destructrices en raison du dérèglement climatique. Le nombre de conflits armés a par ailleurs plus que doublé au cours de la dernière décennie et continue d'augmenter, tout comme le nombre de personnes ayant subi des déplacements forcés. Dans ces contextes, l'application et le respect du DIH posent de nombreux défis du fait de l'évolution des conflits contemporains où les nouvelles technologies sont de plus en plus présentes et la qualification des conflits se complique. Enfin, le changement climatique multiplie les risques de crise et aggrave la vulnérabilité des personnes qui ont déjà besoin d'une aide humanitaire. En 2021, la moitié des personnes dans le besoin d'une aide humanitaire vivaient dans des pays très vulnérables aux effets du changement climatique, et 39 % vivaient dans des pays confrontés à la fois à des conflits de haute intensité, à des niveaux élevés de fragilité socio-économique et à des niveaux élevés de vulnérabilité aux effets du changement climatique.

Étudier ces relations d'aide, les (inter)dépendances entre acteurs, l'autonomisation de modèles locaux, ou encore les rapports de force à l'œuvre demeure primordial. L'articulation des dimensions « globale » et « locale » du système de solidarité internationale permet par exemple d'interroger l'efficacité de l'aide, la coordination des aides extérieures avec les dispositifs d'aide intérieurs, ou encore son adéquation avec les besoins des populations. Dans la continuité de ces travaux produits durant les dernières années, il est donc nécessaire :

- 1) de combler la connaissance – et ainsi dépasser certains stéréotypes – sur les acteurs humanitaires locaux (difficultés, pratiques, points de vue, valeurs, redevabilité, etc.), notamment sur la façon dont les stratégies des acteurs et des organismes transnationaux impactent leurs modes de fonctionnement et d'action ;
- 2) de comprendre quels sont les réalités et effets des stratégies d'autonomisation et d'innovation mises en place par les acteurs internationaux dans un contexte annoncé de « localisation » de l'aide ;
- 3) de saisir quels sont les conditions d'émergence de nouvelles normes, d'innovations institutionnelles et opérationnelles issues des pays bénéficiaires de l'aide et leur impact sur le bien-être des populations, les relations avec les partenaires privés ou publics, et plus généralement le système humanitaire international ;
- 4) de mieux connaître les mesures en expérimentation pour que les acteurs internationaux laissent l'espace opérationnel et financier aux organisations locales ;
- 5) d'étudier comment de telles initiatives – d'où qu'elles viennent – peuvent être capitalisées pour créer les conditions du développement des acteurs locaux et des réseaux transnationaux dans différents contextes.
- 6) de changer les mentalités en bousculant les catégories, en étudiant par exemple les réseaux transnationaux du Sud, les initiatives diasporiques, les nouvelles normes issues d'autres secteurs (lutte contre le changement climatique etc.), ou les innovations déployées par les petits États insulaires.

Dates clés :

- 5 mars 2024 : lancement de l'appel
- 5 mai 2024 : clôture des candidatures à minuit (heure de Paris)
- 12 juillet 2024 : annonce des résultats
- 1^{er} septembre 2024 : début de la recherche
- 1^{er} septembre – 1^{er} décembre 2025 : rendu des livrables finaux

02 avril 2024